Urssaf Caisse nationale

msa santé famille retraite services

Au service de notre protection sociale

Stat'ur bilan

novembre 2026 – N°424

2025 : une année morose pour les effectifs salariés du secteur privé

De manière inédite, cette publication intègre les salariés relevant du régime agricole suivis par la Caisse centrale de la Mutualité sociale agricole (CCMSA), en sus de ceux relevant du régime général suivis par l'Urssaf.

En 2025, la masse salariale brute soumise à cotisations sociales du secteur privé (y compris régime agricole) progresse de 1,9 % sur un an, en net ralentissement après + 3,3 % en 2024, pour atteindre 769 milliards d'euros. Ce ralentissement prolonge la tendance observée depuis 2023 et rapproche l'évolution de la masse salariale des rythmes historiquement bas enregistrés au milieu des années 2010. Il s'explique pour deux tiers par la progression moins soutenue du salaire moyen par tête et pour un tiers par la légère contraction des effectifs salariés.

Ainsi, le salaire moyen par tête (SMPT) augmente de 2,0 % en 2025, après + 3,0 % en 2024, pour s'établir à 3 000 euros par mois. Cette progression reste supérieure à celle de l'indice des prix à la consommation (+ 0,9 % après + 1,8 % en 2024). Le pouvoir d'achat du SMPT augmente ainsi de 1,1 point en 2025, soit un gain proche de celui enregistré en 2024.

Du côté de l'emploi, les effectifs salariés du secteur privé reculent légèrement de 0,1 % en 2025, soit une baisse de 13 400 postes par rapport à 2024. Ils s'établissent à 21,3 millions, dont 95,2 % couverts par le régime général et 4,8 % par le régime agricole. Période de crise sanitaire mise à part, il s'agit de la première baisse des effectifs salariés en moyenne annuelle constatée depuis 2014.

Ce repli concerne la plupart des grands secteurs d'activité. Après avoir progressé en 2024, les effectifs reculent dans l'industrie (- 0,1 %) et le tertiaire marchand (- 0,2 %). La diminution se poursuit dans la construction (- 1,5 %) et l'intérim (- 4,3 %). A l'inverse, le secteur de l'agriculture ainsi que le tertiaire non marchand continuent de créer des emplois (respectivement + 1,9 % et + 1,0 %), mais à un rythme moins soutenu qu'en 2024.

Les évolutions de l'emploi diffèrent également selon l'âge des salariés. En 2025, l'emploi des séniors (55 ans ou plus) continue de croître (+ 2,7 %) tandis qu'il diminue pour la deuxième année consécutive pour les salariés âgés de 30 à 54 ans (- 0,4 %). L'emploi des jeunes salariés est aussi en repli, après plusieurs années de hausse (- 0,5 %). Cette évolution est notamment portée par la baisse du nombre de contrats en alternance dans un contexte de réduction des aides publiques à la rentrée 2025. Les contrats à durée indéterminée sont stables et les contrats à durée déterminée sont orientés à la baisse comme l'année passée.

Les effectifs du secteur privé diminuent dans quasiment toutes les régions de métropole, hormis en Bretagne (+ 0,1 %) et en Provence-Alpes-Côte d'Azur (+ 0,3 %). En outre-mer, seule la Martinique enregistre une baisse des effectifs (- 0,7 %).

TABLEAU 1

évolution des effectifs, de la masse salariale et le SMPT par secteur

	Masse salariale				Effectifs moyens				SMPT		
	2025		Evolution en moyenne annuelle (en %)		2025		Evolution en moyenne annuelle (en %)		2025	Evolution en moyenne annuelle (en %)	
	Md€	%	2024	2025	milliers	%	2024	2025	euros	2024	2025
Agriculture	**9,2**	**1,2**	**2,1**	**3,4**	430	**2,0**	**2,9**	**1,9**	**1 777**	**-0,7**	**1,5**
Industrie	**140,3**	**18,2**	**4,5**	**2,4**	3 256	**15,3**	**0,8**	**-0,1**	**3 590**	**3,7**	**2,4**
Construction	**48,7**	**6,3**	**0,7**	**0,8**	1 606	**7,5**	**-1,4**	**-1,5**	**2 528**	**2,1**	**2,3**
Tertiaire	**570,9**	**74,2**	**3,3**	**1,9**	16 018	**75,2**	**0,4**	**0,0**	**2 970**	**2,9**	**1,9**
- Tertiaire marchand	493,2	64,1	3,2	1,7	13 330	62,6	0,1	-0,2	3 083	3,0	**1,9**
dont Intérimaires	*21,8*	*2,8*	*-2,3*	*-2,4*	*708*	*3,3*	*-5,0*	*-4,3*	*2 571*	*2,8*	***2,0***
- Tertiaire non marchand	77,6	10,1	4,2	3,0	2 688	12,6	1,6	1,0	2 407	2,6	**2,0**
Total	**769,0**	**100,0**	**3,3**	**1,9**	**21 311**	**100,0**	**0,4**	**-0,1**	**3 007**	**3,0**	**2,0**
Total hors intérimaires	**747,2**	**97,2**	**3,5**	**2,1**	**20 603**	**96,7**	**0,6**	**0,1**	**3 022**	**3,0**	**2,0**

Source : Urssaf, MSA, Dares (effectifs intérimaires)

La masse salariale continue de ralentir en 2025…

En 2025, la masse salariale soumise à cotisations sociales versée aux salariés du secteur privé (y compris ceux relevant du régime agricole) atteint 769,0 milliards d'euros. Elle ralentit pour la troisième année consécutive, soit + 1,9 % sur un an après + 3,3 % en 2024 et + 5,7 % en 2023 (*tableau 1*)[1]. Hors période de crise sanitaire, une croissance aussi faible de la masse salariale n'avait plus été observée depuis le milieu des années 2010. Ce ralentissement s'inscrit dans un contexte de croissance économique moins dynamique, l'évolution de la masse salariale étant proche de celle du produit intérieur brut (PIB) en valeur (*graphique 1.a*).

Le ralentissement de la masse salariale (- 1,4 point entre 2024 et 2025) s'explique à la fois par une moindre progression du salaire moyen par tête (SMPT) qui contribue pour - 1,0 point à ce ralentissement, et dans une moindre mesure, par la contraction des effectifs salariés qui contribue pour - 0,4 point.

Le salaire moyen par tête (SMPT) progresse de 2,0 % en 2025 après + 3,0 en 2024. Néanmoins, dans le même temps, la hausse des prix à la consommation s'est de nouveau réduite en 2025 à + 0,9 % contre + 1,8 % l'année précédente. Ainsi, malgré une progression moins dynamique des salaires, le salaire moyen par tête continue d'augmenter plus rapidement que l'inflation, traduisant un gain de pouvoir d'achat du SMPT similaire à celui de l'année passée (+ 1,1 point contre 1,2 point en 2024).

… tandis que les effectifs salariés diminuent légèrement pour la première fois depuis 11 ans

En 2025, les effectifs du secteur privé diminuent de 0,1 %, soit 13 400 postes de moins qu'en 2024. Hors période de crise sanitaire, il s'agit de la première baisse d'effectifs en moyenne annuelle depuis 2014. Les effectifs s'établissent ainsi à 21,3 millions de postes (*graphique 2*), dont 95,2 % couverts par le régime général et 4,8 % par le régime agricole (*encadré 2*).

La croissance du PIB en volume étant restée positive sur l'année, cette diminution des effectifs traduit une amélioration de la productivité apparente du travail (*graphique 1.b*) observée depuis 2023.

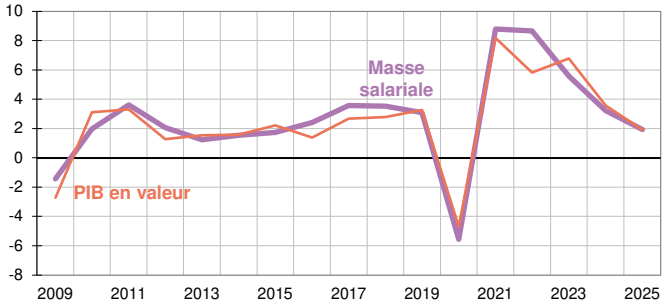
Les effectifs salariés reculent cette année dans la plupart des grands secteurs d'activité (*graphiques 3*). Le recul est particulièrement marqué dans l'intérim (- 4,3 % après - 5,0 % en 2024), et dans le secteur de la construction (- 1,5 % après - 1,4 %), notamment dans la construction du bâtiment (- 3,8 %, *tableau 2*).

Les effectifs salariés diminuent également dans le tertiaire marchand (- 0,2 %) et l'industrie (- 0,1 %). A l'inverse, ils continuent de progresser dans l'agriculture (+ 1,9 %) mais à un rythme moins soutenu qu'en 2024 (+ 2,9 %). Le secteur non marchand connaît également une hausse des effectifs

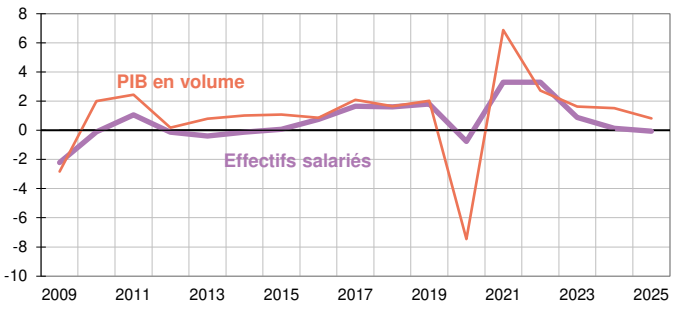
GRAPHIQUES 1

évolutions en moyenne annuelle (en %)

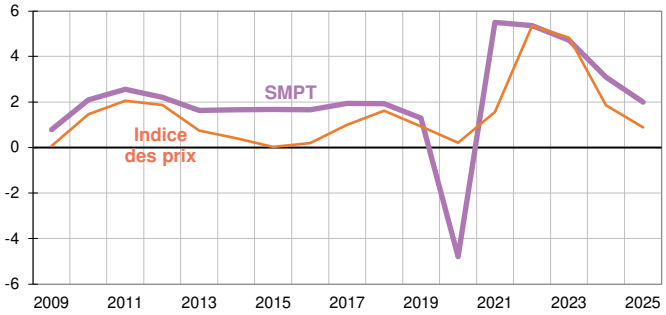
a - masse salariale et PIB en valeur



b - effectifs salariés et PIB en volume



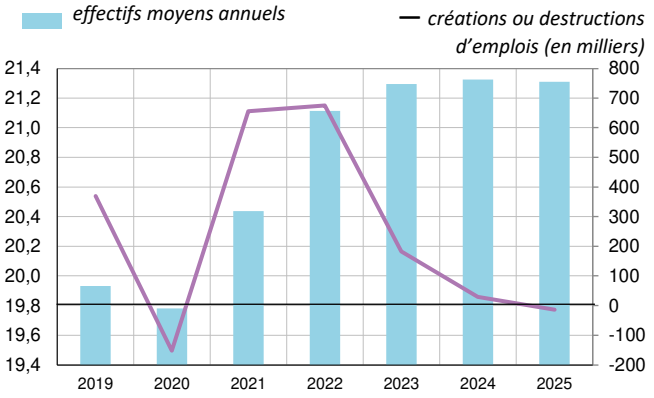
c - SMPT et indice des prix



Sources : Urssaf ; MSA, Insee

GRAPHIQUE 2

évolution des effectifs moyens annuels



Sources : Urssaf, MSA, Dares (effectifs intérimaires)

[1] Sur le champ habituellement suivi par l'Urssaf dans ses publications conjoncturelles (*cf. Stat'Ur n°415*) – salariés du secteur privé affiliés au régime général hors agriculture – la masse salariale augmente en 2025 de 1,9 %, portée par la hausse de 2,1 % du salaire moyen par tête, tandis que les effectifs salariés diminuent de 0,2 %.

(+ 1,0 % après + 1,6 %, *tableau 1, détail sectoriel dans le tableau 2*).

La très légère baisse d'effectifs dans l'industrie cache toutefois des disparités. Ainsi, les effectifs progressent notamment dans la fabrication d'autres matériels de transports (autres que l'industrie automobile, + 2,9 %), la production, distribution d'électricité et de gaz (+ 2,6 %), l'industrie agro-alimentaire en 2025 (+ 1,4 %) et l'industrie pharmaceutique (+ 1,3 %). A l'inverse, ils continuent de reculer dans l'industrie automobile (- 3,6 %) et dans le secteur du bois-papier (- 3,2 %).

Dans le tertiaire, le commerce et les activités de services administratifs, qui représentent un peu plus d'un tiers du secteur, continuent de perdre des effectifs salariés, (respectivement - 0,1 % et - 1,1% en 2025). *A contrario*, les effectifs augmentent dans les secteurs des transports (+ 0,7 %), de l'hébergement restauration (+ 1,4 %), des activités pour la santé humaine (+ 1,3 %) et de l'action sociale et hébergement médico-social (+ 1,2 %).

Quasiment tous les types de contrats de travail perdent des postes

Les effectifs en contrat à durée indéterminée (CDI), qui représentent 83 % des postes dans le secteur privé, se stabilisent en 2025 (- 0,0 %, 200 postes supprimés), après une hausse de 0,6 % en 2024.

Les contrats à durée déterminée (CDD), représentant 9,1% de l'emploi du secteur privé, continuent de diminuer (- 0,4 %, soit 6 600 postes perdus). La baisse est néanmoins moins marquée depuis deux ans (- 1,6 % en 2024, - 3,6 % en 2023).

Après plusieurs années de forte hausse, les contrats en alternance se replient légèrement (- 0,2 %) dans un contexte de réduction des aides à l'apprentissage à la rentrée 2025. Ces contrats en alternance concernent un peu plus d'un million de salariés, soit 6,0 % de l'emploi du secteur privé (*graphique 4*).

GRAPHIQUES 3

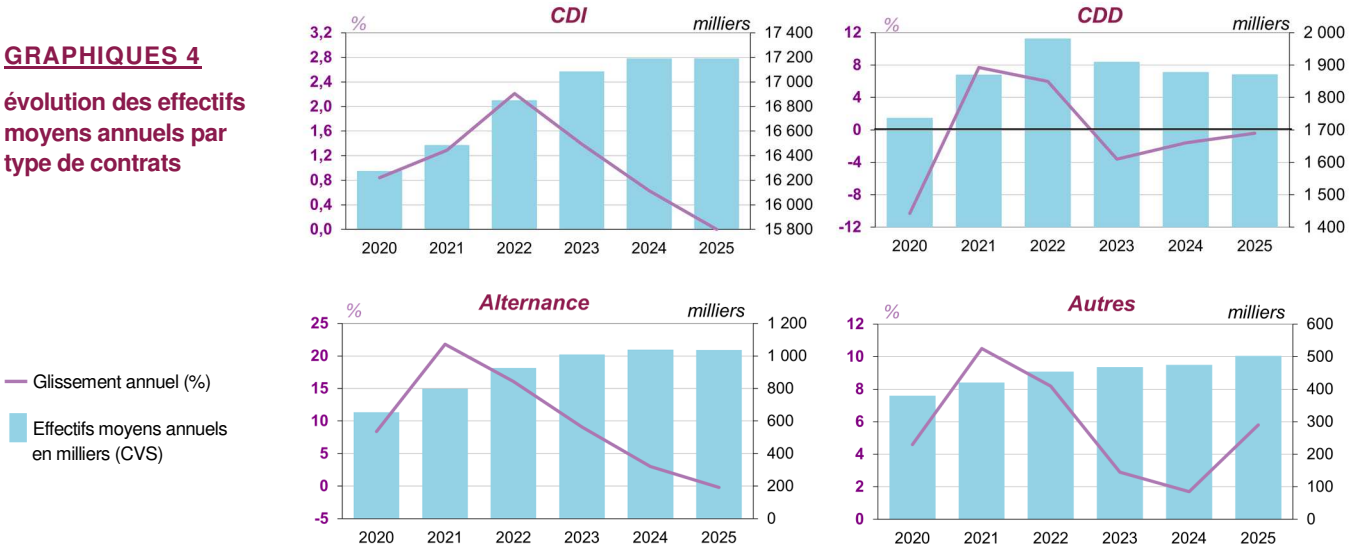
évolution des effectifs moyens annuels par grand secteur d'activité



Source : Urssaf, MSA, Dares (effectifs intérimaires)

GRAPHIQUES 4

évolution des effectifs moyens annuels par type de contrats



Source : Urssaf, MSA, Dares (effectifs intérimaires)

L'emploi des séniors reste dynamique en 2025

L'emploi des séniors (55 ans ou plus) continue de croître à un rythme soutenu, même s'il enregistre un ralentissement par rapport aux années précédentes : + 2,7 % en 2025, après + 3,7 % en 2024 (*graphiques 5, encadré 3*). Ces salariés représentent 18 % des salariés du secteur privé.

A l'inverse, l'emploi des salariés de moins de 30 ans diminue de 0,5 %. Il s'agit de la première baisse depuis 2021, dans un contexte notamment marqué par le recul des contrats en apprentissage en 2025 (*cf. supra*).

Les effectifs salariés de 30 à 54 ans affichent également une baisse pour la deuxième année consécutive (- 0,4 % en 2025, - 0,3 % en 2024).

En métropole, les effectifs baissent dans la plupart des régions

En 2025, les effectifs salariés diminuent dans presque toutes les régions métropolitaines (tableau 3, *cartes 1*). Seules la Provence-Alpes-Côte d'Azur (+ 0,3 %) et la Bretagne (+ 0,1 %) affichent une hausse. Les effectifs sont stables en Auvergne-Rhône-Alpes. A l'inverse, la Bourgogne-Franche-Comté est la région où la baisse est la plus importante (- 0,7 %).

Dans la plupart des départements et régions d'Outre-mer (Drom), l'emploi continue de progresser, mais à un rythme ralenti. Les effectifs diminuent cependant assez nettement en Martinique (- 0,7 %).

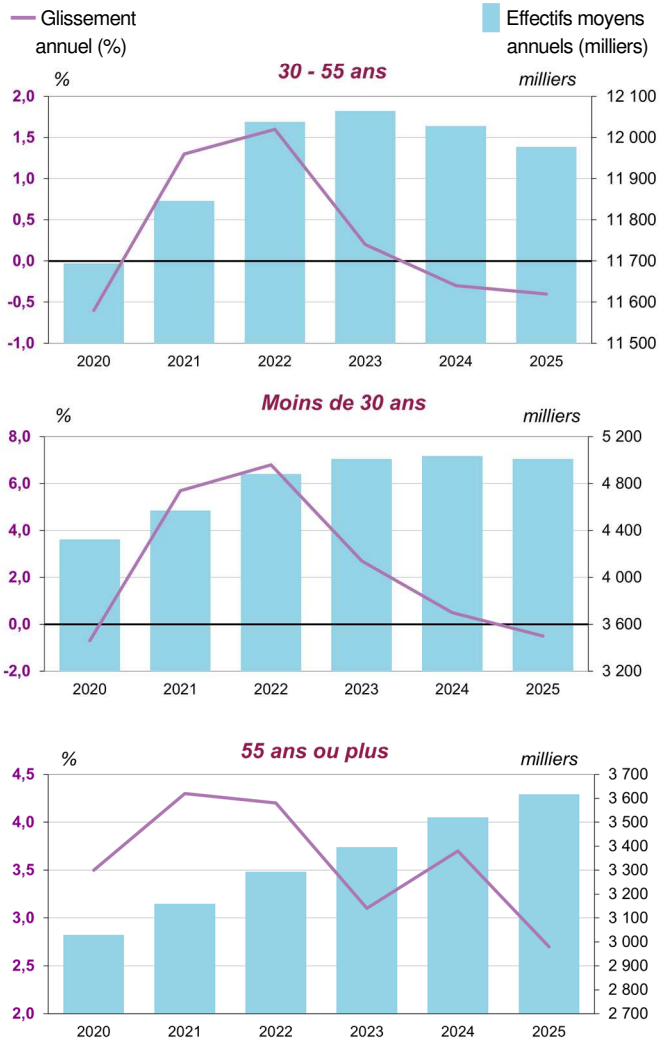
L'évolution du salaire moyen par tête est globalement homogène sur l'ensemble du territoire, y compris Drom, allant de + 1,8 % en Guyane à + 2,3 % en Centre-Val de Loire (*tableau 3*).

Djibrine Barka Adoum, Dominique Baux, Gilles Capon, Thomas Pensec , Engin Yilmaz
Direction des finances et des statistiques (Difis)

Arnaud Boulliung
Urssaf d'Alsace

GRAPHIQUES 5

évolution des effectifs moyens annuels par âge



Source : Urssaf, MSA, Dares (effectifs intérimaires)

TABLEAU 2 : évolutions par secteur de la masse salariale, des effectif salariés et du salaire moyen par tête

SECTEURS (NACE38)		Masse salariale				Effectifs moyens					SMPT	
		2025		Evolution en moyenne annuelle (en %)		2025		Evolution en moyenne annuelle			2025	Evolution en moyenne annuelle (en %)
								en %		en milliers		
		Md€	%	2024	2025	milliers	%	2024	2025	2025	euros	2025
AZ	Agriculture	9,2	1,2	2,1	3,4	430	2,0	2,9	1,9	8,2	1 777	1,5
BZ	Industries extractives	0,9	0,1	3,2	0,8	21	0,1	-1,3	-1,6	-0,3	3 569	2,5
CA	Industries agro-alimentaires	21,6	2,8	4,5	3,4	668	3,1	1,2	1,4	9,2	2 692	2,0
CB	Habillement, textile et cuir	3,9	0,5	3,7	1,7	110	0,5	0,1	-1,6	-1,8	2 954	3,3
CC	Bois et papier	6,0	0,8	0,8	-1,2	162	0,8	-2,2	-3,2	-5,3	3 055	2,1
CD	Cokéfaction et raffinage	0,6	0,1	5,4	3,9	9	0,0	0,8	0,2	0,0	5 655	3,7
CE	Industrie chimique	8,5	1,1	3,6	2,5	157	0,7	0,5	-0,1	-0,1	4 526	2,6
CF	Industrie pharmaceutique	5,0	0,6	6,4	4,4	88	0,4	3,4	1,3	1,1	4 745	3,0
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	10,0	1,3	1,8	-0,3	242	1,1	-1,7	-2,5	-6,1	3 437	2,2
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	14,2	1,9	2,9	0,6	364	1,7	-0,4	-1,5	-5,5	3 263	2,1
CI	Fabrication de produits informatiques, électron. et optiques	7,5	1,0	5,8	3,5	136	0,6	2,4	0,9	1,2	4 600	2,6
CJ	Fabrication d'équipements électriques	5,5	0,7	7,5	2,7	112	0,5	2,0	1,1	1,2	4 091	1,6
CK	Fabrication de machines et équipements n.c.a.	8,0	1,0	3,6	1,3	174	0,8	0,0	-1,2	-2,1	3 821	2,5
CL	Fabrication de matériels de transport, dont :	18,5	2,4	5,6	1,8	355	1,7	1,7	-0,2	-0,7	4 342	2,0
	Industrie automobile	7,7	1,0	1,5	-1,7	164	0,8	-1,9	-3,6	-6,1	3 882	2,0
	Fabrication d'autres matériels de transport	10,8	1,4	8,9	4,4	191	0,9	5,2	2,9	5,4	4 738	1,5
CM	Autres industries manuf. ; réparation et installation machines	12,1	1,6	5,1	2,7	299	1,4	1,7	0,1	0,4	3 378	2,6
DZ	Produc. distribution d'électricité, gaz, vapeur et air conditionné	11,5	1,5	7,0	6,4	189	0,9	2,6	2,6	4,7	5 085	3,7
EZ	Production et distribution d'eau, assainissement	6,4	0,8	5,0	2,9	170	0,8	1,9	1,1	1,8	3 150	1,8
FZ	Construction	48,7	6,3	0,7	0,8	1 606	7,5	-1,4	-1,5	-24,9	2 528	2,3
	Construction de bâtiments	5,5	0,7	-4,2	-2,3	147	0,7	-5,0	-3,8	-5,9	3 095	1,6
	Génie civil	6,7	0,9	3,4	2,9	179	0,8	0,4	0,1	0,1	3 111	2,8
	Travaux de construction spécialisés	36,5	4,7	1,0	0,8	1 277	6,0	-1,2	-1,5	-19,2	2 381	2,4
GZ	Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	113,8	14,8	2,4	1,5	3 410	16,0	-0,1	-0,1	-4,9	2 781	1,6
HZ	Transports et entreposage	53,8	7,0	4,5	2,3	1 493	7,0	0,4	0,7	10,6	3 005	1,6
IZ	Hébergement et restauration	34,1	4,4	4,0	3,3	1 371	6,4	1,2	1,4	19,0	2 071	1,8
JA	Edition et audiovisuel	13,8	1,8	2,1	1,0	245	1,2	-0,7	-1,2	-3,1	4 678	2,2
JB	Télécommunications	6,6	0,9	0,9	6,3	124	0,6	-3,0	2,2	2,6	4 405	4,0
JC	Activités informatiques	32,5	4,2	2,7	-0,9	575	2,7	-0,2	-3,0	-18,0	4 704	2,3
KZ	Activités financières et d'assurance	54,1	7,0	4,4	3,3	920	4,3	1,0	0,7	6,3	4 899	2,6
LZ	Activités immobilières	10,3	1,3	-1,5	1,2	276	1,3	-3,4	-1,7	-4,7	3 115	2,9
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	66,0	8,6	4,0	2,5	1 316	6,2	1,4	0,7	8,6	4 178	1,9
MB	Recherche et développement	6,8	0,9	2,9	-0,1	118	0,6	0,6	-1,5	-1,8	4 761	1,4
MC	Autres activités scientifiques et techniques	9,6	1,2	4,2	-0,6	208	1,0	-1,1	-4,1	-8,9	3 829	3,7
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	66,6	8,7	2,4	0,8	2 355	11,1	-0,6	-1,1	-26,8	2 356	2,0
OZ	Administration publique	8,7	1,1	5,5	5,3	216	1,0	0,8	1,0	2,2	3 339	4,2
PZ	Education	11,7	1,5	3,3	1,3	425	2,0	0,5	-0,2	-0,7	2 291	1,5
QA	Activités pour la santé humaine	22,6	2,9	4,2	3,4	651	3,1	1,7	1,3	8,4	2898	2,0
QB	Action sociale et hébergement médico-social	34,7	4,5	4,3	2,8	1 396	6,6	2,0	1,2	16,3	2 069	2,3
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	11,4	1,5	4,2	0,8	376	1,8	2,0	0,4	1,7	2 522	2,2
SZ	Autres activités de services	14,1	1,8	2,9	1,3	543	2,6	-0,3	-0,2	-1,2	2 164	3,2
Total		**769,035**	**100,0**	**3,3**	**1,9**	**21 311**	**100,0**	**0,4**	**-0,1**	**-13,4**	**3 007**	**3,0**
Total hors interim		**747,2**	**97,2**	**3,5**	**2,1**	**20 603**	**96,7**	**0,6**	**0,1**	**18,3**	**3 022**	**3,0**
Industrie		140,3	18,2	4,5	2,4	3 256	15,3	0,8	-0,1	-2,2	3 590	3,7
Construction		48,7	6,3	0,7	0,8	1 606	7,5	-1,4	-1,5	-24,9	2 528	2,1
Tertiaire (y compris intérim)		570,9	74,2	3,3	1,9	16 018	75,2	0,4	0,0	5,4	2 970	2,9
Tertiaire hors intérim		549,0	71,4	3,6	2,1	15 310	71,8	0,7	0,2	37,2	2 988	2,9
Intérimaires		21,8	2,8	-2,3	-2,4	708	3,3	-5,0	-4,3	-31,7	2 571	2,8
Associations		48,6	6,3	3,8	1,5	1 813	8,5	0,8	-0,3	-5,1	2 236	3,0

Source : Urssaf, MSA, Dares (effectifs intérimaires)

TABLEAU 3

évolution de la masse salariale, des effectifs salariés et du SMPT selon les régions (nouvelles et anciennes)

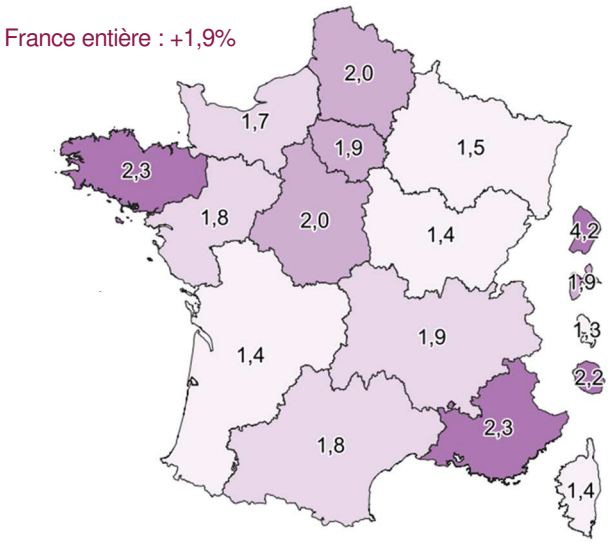
Régions	Masse salariale				Effectifs moyens				SMPT		Répartition sectorielle des effectifs salariés				
	Niveau 2025		Evolution en moyenne annuelle (en %)		Niveau 2025		Evolution en moyenne annuelle (en %)		Niveau 2025	Evolution en moyenne annuelle (en %)	Agriculture	Industrie	BTP	Tertiaire hors intérim	Intérim
	Md€	%	2024	2025	milliers	%	2024	2025	euros	2025	%	%	%	%	%
Auvergne-Rhône-Alpes	**90,9**	**11,8**	**3,3**	**1,9**	**2 612**	**12,3**	**0,3**	**0,0**	**2 900**	**2,0**	**1,5**	**19,8**	**7,7**	**67,2**	**3,9**
Auvergne	*11,4*	*1,5*	*3,3*	*1,4*	*367*	*1,7*	*0,1*	*-0,3*	*2 592*	*1,7*	*2,2*	*22,9*	*8,2*	*63,4*	*3,4*
Rhône-Alpes	*79,5*	*10,3*	*3,3*	*1,9*	*2 245*	*10,5*	*0,3*	*0,0*	*2 950*	*2,0*	*1,3*	*19,3*	*7,6*	*67,8*	*4,0*
Bourgogne-Franche-Comté	**23,6**	**3,1**	**2,6**	**1,4**	**753**	**3,5**	**-0,2**	**-0,7**	**2 608**	**2,0**	**3,5**	**22,4**	**7,3**	**62,6**	**4,2**
Bourgogne	*14,1*	*1,8*	*2,9*	*1,8*	*451*	*2,1*	*-0,1*	*-0,4*	*2 611*	*2,2*	*4,6*	*19,5*	*7,4*	*64,5*	*4,0*
Franche-Comté	*9,5*	*1,2*	*2,2*	*0,7*	*302*	*1,4*	*-0,5*	*-1,1*	*2 604*	*1,8*	*2,0*	*26,6*	*7,0*	*59,9*	*4,5*
Bretagne	**32,4**	**4,2**	**3,6**	**2,3**	**1 028**	**4,8**	**0,7**	**0,1**	**2 629**	**2,2**	**3,5**	**17,9**	**8,2**	**66,3**	**4,0**
Centre-Val de Loire	**23,3**	**3,0**	**3,1**	**2,0**	**724**	**3,4**	**-0,1**	**-0,2**	**2 681**	**2,3**	**2,8**	**20,5**	**7,8**	**64,3**	**4,5**
Corse	**3,0**	**0,4**	**2,0**	**1,4**	**98**	**0,5**	**-0,4**	**-0,5**	**2 517**	**1,9**	**3,4**	**7,4**	**12,1**	**76,5**	**0,7**
Grand Est	**49,4**	**6,4**	**2,5**	**1,5**	**1 549**	**7,3**	**-0,4**	**-0,6**	**2 656**	**2,0**	**3,2**	**19,6**	**7,6**	**65,8**	**3,7**
Alsace	*20,4*	*2,6*	*2,3*	*1,6*	*611*	*2,9*	*-0,3*	*-0,4*	*2 778*	*2,0*	*1,9*	*19,8*	*7,6*	*67,0*	*3,8*
Champagne-Ardenne	*11,3*	*1,5*	*2,3*	*1,5*	*370*	*1,7*	*-0,5*	*-0,6*	*2 551*	*2,1*	*8,0*	*20,1*	*7,2*	*61,3*	*3,4*
Lorraine	*17,7*	*2,3*	*2,9*	*1,3*	*568*	*2,7*	*-0,4*	*-0,8*	*2 594*	*2,1*	*1,6*	*19,2*	*8,0*	*67,5*	*3,8*
Guadeloupe	**2,8**	**0,4**	**3,2**	**1,9**	**88**	**0,4**	**0,6**	**0,0**	**2 681**	**1,9**	**2,1**	**11,2**	**7,7**	**76,2**	**2,7**
Guyane	**1,4**	**0,2**	**4,3**	**4,2**	**43**	**0,2**	**2,4**	**2,3**	**2 787**	**1,8**	**1,6**	**12,5**	**11,9**	**69,3**	**4,7**
Hauts de France	**52,2**	**6,8**	**3,1**	**2,0**	**1 636**	**7,7**	**0,1**	**-0,1**	**2 657**	**2,1**	**1,8**	**17,7**	**7,3**	**69,2**	**4,0**
Nord-Pas-de-Calais	*37,4*	*4,9*	*3,3*	*2,1*	*1 167*	*5,5*	*0,3*	*-0,1*	*2 673*	*2,1*	*0,1*	*16,9*	*7,6*	*71,5*	*4,0*
Picardie	*14,7*	*1,9*	*2,8*	*1,8*	*468*	*2,2*	*-0,4*	*-0,2*	*2 618*	*2,0*	*3,0*	*20,6*	*7,3*	*64,9*	*4,2*
Ile-de-France	**248,2**	**32,3**	**3,5**	**1,9**	**5 273**	**24,7**	**0,6**	**-0,1**	**3 922**	**2,0**	**0,2**	**8,4**	**6,8**	**82,5**	**2,2**
Martinique	**2,9**	**0,4**	**2,7**	**1,3**	**89**	**0,4**	**0,2**	**-0,7**	**2 682**	**2,1**	**4,5**	**10,6**	**6,6**	**75,6**	**2,7**
Normandie	**30,3**	**3,9**	**3,2**	**1,7**	**946**	**4,4**	**0,1**	**-0,5**	**2 668**	**2,2**	**2,5**	**21,1**	**8,2**	**64,4**	**3,9**
Basse-Normandie	*13,1*	*1,7*	*3,0*	*1,9*	*429*	*2,0*	*0,2*	*-0,3*	*2 551*	*2,2*	*3,3*	*21,0*	*8,2*	*63,7*	*3,8*
Haute-Normandie	*17,2*	*2,2*	*3,3*	*1,6*	*517*	*2,4*	*0,1*	*-0,7*	*2 764*	*2,3*	*1,7*	*21,2*	*8,2*	*64,9*	*3,9*
Nouvelle Aquitaine	**54,5**	**7,1**	**3,1**	**1,4**	**1 731**	**8,1**	**-0,1**	**-0,6**	**2 625**	**2,1**	**4,1**	**15,7**	**8,1**	**68,9**	**3,3**
Aquitaine	*34,0*	*4,4*	*3,3*	*1,4*	*1 055*	*4,9*	*0,0*	*-0,7*	*2 685*	*2,1*	*4,1*	*14,1*	*8,1*	*70,5*	*3,2*
Limousin	*5,3*	*0,7*	*2,8*	*1,3*	*178*	*0,8*	*-0,3*	*-0,6*	*2 497*	*2,0*	*2,6*	*18,6*	*8,3*	*66,8*	*3,6*
Poitou-Charentes	*15,2*	*2,0*	*2,7*	*1,5*	*498*	*2,3*	*-0,3*	*-0,6*	*2 545*	*2,0*	*4,5*	*17,8*	*7,9*	*66,3*	*3,4*
Occitanie	**54,2**	**7,1**	**3,7**	**1,8**	**1 685**	**7,9**	**0,4**	**-0,1**	**2 682**	**1,9**	**2,7**	**14,4**	**7,7**	**72,3**	**2,9**
Languedoc-Roussillon	*22,3*	*2,9*	*3,0*	*1,9*	*739*	*3,5*	*0,0*	*0,0*	*2 520*	*1,9*	*3,3*	*10,4*	*7,9*	*76,1*	*2,3*
Midi-Pyrénées	*31,9*	*4,1*	*4,2*	*1,8*	*946*	*4,4*	*0,8*	*-0,2*	*2 809*	*2,0*	*2,2*	*17,5*	*7,6*	*69,3*	*3,4*
Pays de la Loire	**41,4**	**5,4**	**3,6**	**1,8**	**1 285**	**6,0**	**0,4**	**-0,3**	**2 683**	**2,1**	**2,9**	**20,8**	**7,9**	**63,9**	**4,5**
Provence-Alpes-Côte d'Azur	**52,8**	**6,9**	**3,6**	**2,3**	**1 572**	**7,4**	**0,5**	**0,3**	**2 797**	**2,0**	**0,0**	**11,1**	**7,8**	**77,6**	**3,5**
Réunion	**5,9**	**0,8**	**2,8**	**2,2**	**199**	**0,9**	**0,6**	**0,2**	**2 453**	**2,0**	**1,9**	**10,5**	**8,7**	**76,7**	**2,1**
France	**769,0**	**100,0**	**3,3**	**1,9**	**21 311**	**100,0**	**0,4**	**-0,1**	3 007	2,0	**2,0**	**15,3**	**7,5**	**71,8**	**3,3**
dont Métropole	**756,0**	**98,3**	**3,3**	**1,9**	**20 891**	**98,0**	**0,6**	**0,1**	**3 016**	**2,1**	**2,0**	**15,4**	**7,5**	**71,8**	**3,3**

Source : Urssaf, MSA, Dares (effectifs intérimaires)

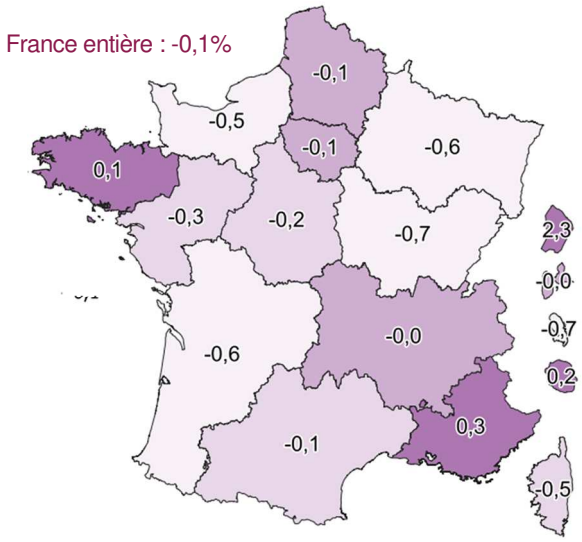
CARTES 1

glissement de la moyenne annuelle de la masse salariale et des effectifs salariés du secteur privé en 2024

masse salariale



effectifs salariés



Source : Urssaf, MSA, Dares (effectifs intérimaires)

Note de lecture : les valeurs indiquées présentent le glissement annuel en pourcent de la masse salariale et de l'effectif moyen annuel.

Déjà paru

« En 2024, les effectifs salariés et la masse salariale du secteur privé ralentissent à nouveau », *Stat'Ur* n°406, septembre 2025.

« La masse salariale et les effectifs salariés du secteur privé au quatrième trimestre 2025 », *Stat'Ur* n°415, février 2026.

« La masse salariale et les effectifs salariés du secteur privé au deuxième trimestre 2026 », *Stat'Ur* n°422, août 2026.

ENCADRÉ 1

l'assiette salariale dans le secteur public *

En 2025, l'assiette salariale du secteur public représente 173,6 milliards d'euros, en augmentation de 1,4 %, en net ralentissement par rapport à 2024 (+ 4,3 % en 2024, *tableau A*).

L'assiette salariale dont il est question ici correspond à l'assiette déplafonnée des cotisations sociales de sécurité sociale (*cf. sources et méthodologie*). Elle exclut donc de fait les éléments de rémunération non soumis à ces cotisations. S'agissant de la fonction publique, l'assiette déplafonnée correspond au traitement indiciaire et exclut donc les primes.

L'assiette salariale de la fonction publique d'État est la plus importante en volume : 77,7 milliards d'euros, soit 44,7 % du total en 2025. Elle augmente de 1,3 % par rapport à 2024, après une hausse de 4,7 % en 2024. L'assiette salariale de la fonction publique territoriale (52,6 milliards d'euros) progresse de 1,0 % en 2025, après + 4,2 % en 2024. L'assiette salariale de la fonction publique hospitalière (43,3 milliards d'euros) croît de 1,9 % en 2025, après + 3,5 %. Sur les cinq dernières années, l'accroissement de l'assiette salariale est nettement plus fort dans la fonction publique hospitalière (+ 28,7 %) que dans les deux autres fonctions publiques : + 15,7 % dans la fonction publique d'Etat et + 19,6 % dans la fonction publique territoriale. (*tableau A et graphique A*), en lien notamment avec les revalorisations salariales liées au « Ségur de la santé » depuis 2020.

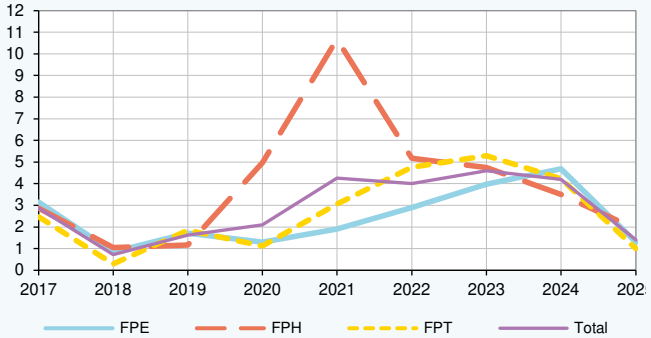
* Le champ du secteur public inclut les fonctionnaires et les non-fonctionnaires.

Tableau A : l'assiette salariale du secteur public

	Assiette salariale					
	Montant global			Evolution sur un an		Evolution sur 5 ans
	2024	2025		2024	2025	2020/2025
	Md€	Md€	%	%	%	%
Fonction publique d'État (FPE)	76,7	77,7	44,7	4,7	1,3	15,7
Fonction publique hospitalière (FPH)	42,5	43,3	24,9	3,5	1,9	28,7
Fonction publique territoriale (FPT)	52,1	52,6	30,3	4,2	1,0	19,6
Total	171,2	173,6	100	4,3	1,4	19,9

Source : Urssaf

Graphique A : évolution de l'assiette salariale dans le secteur public (en %)



Source : Urssaf

ENCADRÉ 2

En 2025, 4,8 % de l'emploi du secteur privé relève du régime agricole

Tableau B : L'emploi et la masse salariale du secteur privé en 2025 (régime général et régime agricole)

Secteurs d'activité	Masse salariale			Emploi salarié moyen		
	Régime général	Régime agricole	Part de la MSA sur total	Régime général	Régime agricole	Part de la MSA sur total
	Md€	Md€	en %	milliers	milliers	en %
Agriculture, sylviculture	**0,8**	**8,4**	**91,8**	**30**	**400**	**93,1**
Industrie	**137,2**	**3,1**	**2,2**	**3 169**	**88**	**2,7**
Industries agro-alimentaires	19,0	2,5	11,8	597	71	10,6
Bois et papier	5,6	0,3	5,5	152	10	6,3
Construction	**48,6**	**0,1**	**0,2**	**1 603**	**4**	**0,2**
Tertiaire	**554,2**	**16,7**	**2,9**	**15 497**	**593**	**3,7**
Commerce de gros	45,9	1,8	3,9	954	51	5,1
Activités financières et d'assurance	49,3	4,7	8,8	815	104	11,3
Activités de services administratifs et de soutien	62,6	4,0	6,0	2 191	164	7,0
Administration publique	7,9	0,7	8,7	193	23	10,6
Education	11,0	0,6	5,4	397	28	6,5
Arts, spectacles et activités récréatives	10,9	0,4	3,9	359	18	4,6
Autres activités de service	13,1	1,0	6,8	510	34	6,2
Total	**740,8**	**28,2**	**3,7**	**20 298**	**1 013**	**4,8**

Source : Urssaf; MSA

Aux 20,3 millions de postes de salariés relevant du régime général, il convient d'ajouter, pour couvrir l'emploi privé total, un million de postes relevant du régime agricole (*tableau B*). Un peu moins de la moitié de ces salariés travaillent dans les secteurs de l'agriculture, des industries agro-alimentaires ou du bois et papier. Les autres secteurs d'activité couverts par le régime agricole sont notamment les activités de services administratifs et de soutien (164 200 salariés), dont font notamment partie les services d'aménagement paysager, les activités financières et d'assurance (104 300) et le commerce de gros (51 100).

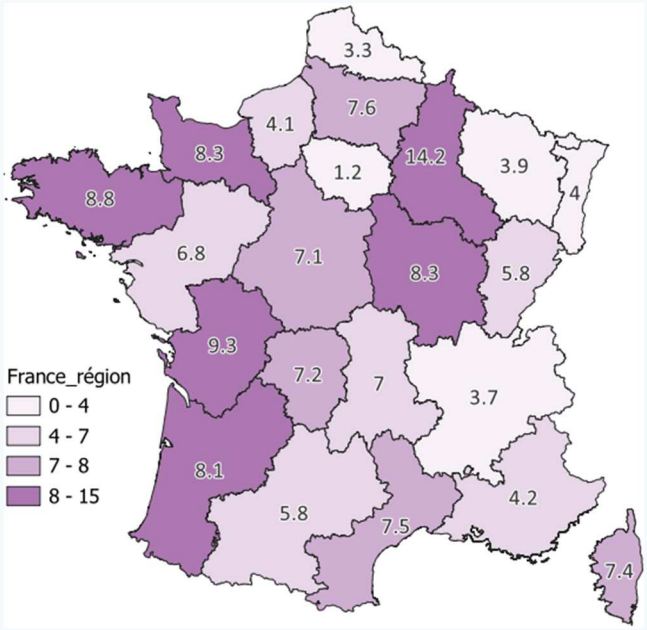
Ainsi, en 2025, le régime général représente 95,2 % des effectifs et 96,3 % de la masse salariale totale du secteur privé. Dans le secteur de l'agriculture, 93,1 % des effectifs salariés dépendent du régime agricole. Dans ce secteur, 10 000 postes sont situés dans les Drom où les établissements agricoles dépendent exclusivement du régime général.

Dans l'industrie, le régime général représente 97,8 % des effectifs salariés. Le régime agricole est plus particulièrement présent dans les secteurs de l'agro-alimentaire et du bois et papier du fait de la proximité de ces industries au milieu naturel.

Dans le tertiaire, 96,3 % des effectifs sont affiliés au régime général. Les secteurs pour lesquels la part du régime agricole est la plus forte sont les activités financières et d'assurance (11,3 %), l'administration publique (10,6 %), les activités de services administratifs et de soutien (7,0 %), et l'éducation (6,5 %). Ces activités regroupent certaines banques et assurances historiquement ancrées dans ce secteur, ainsi que des établissements de la protection sociale et de l'enseignement (les lycées agricoles notamment).

L'emploi relevant du régime agricole est plus particulièrement présent dans deux groupes de régions (*carte A*). Le premier est constitué des régions viticoles (Champagne-Ardenne, Bourgogne, Aquitaine, Poitou-Charentes et Languedoc-Roussillon), dans lesquelles les emplois agricoles sont en grande partie saisonniers. Certaines de ces régions ont en complément une forte activité arboricole. Dans ce groupe de

Carte A : La part des effectifs relevant du régime agricole dans l'emploi salarié du secteur privé en 2025 (en %)



Source : Urssaf; MSA

régions, 8,9 % des effectifs sont affiliés au régime agricole. Un deuxième groupe couvre le grand ouest : Bretagne, Pays de la Loire, Basse Normandie, Centre-Val de Loire et Picardie. L'emploi affilié au régime agricole y représente 7,6 % de l'emploi du secteur privé. Il repose moins sur la production de vins et liqueurs que le précédent groupe, et davantage sur les activités de l'industrie agro-alimentaire et du commerce de gros induites par la forte implantation de coopératives agricoles et également par une concentration d'élevages, de cultures céréalières et de grandes cultures. A l'inverse, en Ile-de-France, le régime général représente 98,8 % de l'emploi du secteur privé.

ENCADRÉ 3

Déclinaison des caractéristiques des salariés du secteur privé hors intérimaires par sexe, âge et type de contrat

SECTEURS (NACE17)		Femmes				Hommes				Total			
		Niveau 2025	Part dans le secteur	Evolution 2025/2024	Evolution 2025/2019	Niveau 2025	Part dans le secteur	Evolution 2025/2024	Evolution 2025/2019	Niveau 2025	Part dans le secteur	Evolution 2025/2024	Evolution 2025/2019
		milliers	%	%	%	milliers	%	%	%	milliers	%	%	%
AZ	Agriculture	133,2	31,0	1,8	11,6	296,6	69,0	2,0	14,4	429,8	100,0	1,9	13,5
C1	Industries agro-alimentaires	288,6	43,2	1,2	12,2	379,3	56,8	1,6	9,1	667,9	100,0	1,4	10,4
C2	Cokéfaction et raffinage	1,8	19,9	0,9	2,3	7,1	80,1	0,0	-4,7	8,8	100,0	0,2	-3,4
C3	Fabrication d'équipements électriques, électron, informatiques et de machines	113,4	26,8	0,3	5,0	309,5	73,2	0,0	1,8	422,9	100,0	0,1	2,7
C4	Fabrication de matériels de transport	78,4	22,1	0,9	6,2	276,8	77,9	-0,5	-3,3	355,2	100,0	-0,2	-1,3
C5	Fabrication d'autres prod. Industriels	431,6	30,4	-0,6	6,0	990,2	69,6	-1,5	-2,9	1 421,8	100,0	-1,2	-0,4
DE	Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	91,4	24,1	2,5	16,0	288,3	75,9	1,4	7,6	379,8	100,0	1,7	9,5
FZ	Construction	218,0	13,6	-0,5	14,8	1 388,4	86,4	-1,7	4,7	1 606,4	100,0	-1,5	6,0
GZ	Commerce, réparation d'auto. et de moto	1 606,6	47,1	-0,6	3,6	1 803,3	52,9	0,2	8,3	3 409,9	100,0	-0,1	6,0
HZ	Transports et entreposage	390,3	26,1	0,3	1,3	1 102,5	73,9	0,9	5,1	1 492,7	100,0	0,7	4,0
IZ	Hébergement et restauration	616,8	45,0	0,9	10,7	754,1	55,0	1,9	19,6	1 370,9	100,0	1,4	15,4
JZ	Hébergement et restauration	322,9	34,2	-1,6	16,0	621,2	65,8	-2,1	10,4	944,2	100,0	-1,9	12,3
KZ	Activités financières et d'assurance	546,9	59,5	0,5	5,1	372,9	40,5	1,0	8,4	919,8	100,0	0,7	6,4
LZ	Activités immobilières	166,4	60,4	-1,2	5,0	109,2	39,6	-2,4	-2,2	275,6	100,0	-1,7	2,0
MN	Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	1 617,8	49,2	-0,3	10,7	1 671,7	50,8	0,4	15,2	3 289,5	100,0	0,1	12,9
OQ	Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	2 025,1	75,3	1,0	10,5	662,9	24,7	0,8	12,5	2 687,9	100,0	1,0	11,0
RU	Autres activités de services	530,3	57,6	-0,5	5,2	389,6	42,4	0,8	15,9	919,8	100,0	0,0	9,5
Total		9 179,5	44,6	0,1	8,2	11 423,4	55,4	0,1	8,2	20 602,8	100,0	0,1	8,2

SECTEURS (NACE17)		Moins de 30 ans				30-54 ans				55 ans ou plus			
		Niveau 2025	Part dans le secteur	Evolution 2025/2024	Evolution 2025/2019	Niveau 2025	Part dans le secteur	Evolution 2025/2024	Evolution 2025/2019	Niveau 2025	Part dans le secteur	Evolution 2025/2024	Evolution 2025/2019
		milliers	%	%	%	milliers	%	%	%	milliers	%	%	%
AZ	Agriculture	127,9	29,7	2,2	18,2	203,2	47,3	1,2	5,4	98,7	23,0	3,2	27,3
C1	Industries agro-alimentaires	193,8	29,0	1,5	16,9	367,1	55,0	0,6	3,1	107,0	16,0	4,1	28,7
C2	Cokéfaction et raffinage	1,0	11,4	4,1	10,3	5,9	67,4	-1,8	-9,1	1,9	21,2	4,9	11,4
C3	Fabrication d'équipements électriques, électron, informatiques et de machines	70,1	16,6	-0,7	14,7	265,9	62,9	-0,6	-4,5	87,0	20,6	2,8	20,2
C4	Fabrication de matériels de transport	51,4	14,5	0,8	8,7	230,8	65,0	-1,3	-7,6	73,0	20,6	2,9	16,0
C5	Fabrication d'autres prod. Industriels	248,0	17,4	-1,6	8,1	883,5	62,1	-2,0	-7,5	290,3	20,4	1,8	19,5
DE	Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	61,7	16,3	1,9	9,4	252,0	66,3	1,0	6,2	66,1	17,4	4,0	24,3
FZ	Construction	392,2	24,4	-2,1	10,2	966,3	60,2	-2,1	0,1	247,8	15,4	1,8	27,9
GZ	Commerce, réparation d'auto. et de moto	1 058,2	31,0	0,2	15,3	1 834,4	53,8	-1,2	-3,1	517,4	15,2	3,0	27,8
HZ	Transports et entreposage	245,1	16,4	2,5	14,2	929,6	62,3	-0,4	-2,6	318,1	21,3	2,8	19,5
IZ	Hébergement et restauration	572,6	41,8	1,2	18,1	640,2	46,7	1,1	9,1	158,2	11,5	3,4	35,5
JZ	Hébergement et restauration	225,2	23,8	-7,9	6,9	595,8	63,1	-0,3	13,9	123,2	13,0	2,4	14,9
KZ	Activités financières et d'assurance	160,5	17,4	-0,5	10,5	594,9	64,7	0,5	3,0	164,4	17,9	2,6	16,0
LZ	Activités immobilières	52,4	19,0	-4,9	12,1	162,7	59,0	-1,8	-5,3	60,5	21,9	1,7	17,2
MN	Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	747,1	22,7	-1,9	16,8	1 951,2	59,3	0,0	7,0	591,2	18,0	3,0	31,4
OQ	Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	515,7	19,2	0,8	18,9	1 615,5	60,1	0,5	6,5	556,8	20,7	2,5	18,3
RU	Autres activités de services	286,8	31,2	-0,7	21,3	478,1	52,0	-0,4	0,8	155,0	16,8	2,9	20,0
Total		5 009,5	24,3	-0,5	15,1	11 977,0	58,1	-0,4	1,8	3 616,3	17,6	2,7	23,6

	CDI				CDD				Alternance				Autres types de contrats			
	2025	Part sect.	2025/ 2024	2025/ 2019	2025	Part sect.	2025/ 2024	2025/ 2019	2025	Part sect.	2025/ 2024	2025/ 2019	2025	Part sect.	2025/ 2024	2025/ 2019
	milliers	%	%	%	milliers	%	%	%	milliers	%	%	%	milliers	%	%	%
AZ	227,7	53,0	1,3	11,4	165,0	38,4	2,2	7,2	25,8	6,0	2,9	64,8	11,3	2,6	10,1	145,7
C1	560,3	83,9	1,2	10,4	47,3	7,1	3,1	-11,1	50,8	7,6	-0,2	29,3	9,5	1,4	17,4	100,9
C2	8,2	92,8	0,2	-5,5	0,2	2,7	-1,1	8,1	0,4	4,4	-2,0	60,8	0,0	0,2	268,6	56,3
C3	394,3	93,2	0,2	2,2	7,3	1,7	-8,1	-36,7	19,2	4,6	-0,2	46,6	2,2	0,5	7,2	39,0
C4	334,7	94,2	0,0	-1,9	3,9	1,1	-15,4	-26,8	15,7	4,4	-0,3	21,2	0,8	0,2	4,7	78,5
C5	1 305,0	91,8	-1,1	-0,9	41,2	2,9	-6,3	-28,5	59,6	4,2	-1,5	42,3	16,0	1,1	7,6	56,3
DE	346,8	91,3	1,6	8,3	12,4	3,3	0,9	0,2	16,1	4,2	1,5	35,1	4,5	1,2	9,0	94,9
FZ	1 352,5	84,2	-2,0	2,9	74,0	4,6	-3,3	-19,3	114,7	7,1	0,2	50,4	65,1	4,1	8,5	93,3
GZ	2 897,5	85,0	-0,4	3,4	214,2	6,3	0,7	-10,1	219,4	6,4	-0,5	72,1	78,8	2,3	8,0	66,3
HZ	1 331,1	89,2	0,8	6,9	73,5	4,9	7,9	-5,0	35,7	2,4	-0,5	36,7	52,5	3,5	-8,6	-38,8
IZ	1 024,8	74,8	0,6	12,0	237,5	17,3	1,6	12,1	69,0	5,0	10,5	80,5	39,7	2,9	7,2	72,8
JZ	816,9	86,5	-1,5	14,0	41,3	4,4	-3,7	-13,6	45,9	4,9	-8,3	60,8	40,0	4,2	-1,5	-17,1
KZ	821,9	89,4	0,2	4,6	24,5	2,7	4,0	-36,8	45,0	4,9	0,2	70,9	28,3	3,1	13,1	103,4
LZ	229,9	83,4	-1,4	-2,0	10,6	3,8	-1,4	-18,6	17,6	6,4	-8,7	102,6	17,5	6,4	2,6	26,1
MN	2 746,3	83,5	0,1	11,3	300,3	9,1	-2,3	-6,8	158,3	4,8	-1,3	98,6	84,6	2,6	11,9	101,1
OQ	2 141,6	79,7	1,5	10,0	453,0	16,9	-1,0	4,1	67,6	2,5	-0,3	215,8	25,6	1,0	-1,8	46,5
RU	652,1	70,9	0,1	4,3	165,5	18,0	-2,1	0,5	76,0	8,3	0,2	109,4	26,2	2,8	13,4	90,6
Total	17 191,5	83,4	0,0	6,5	1 871,7	9,1	-0,4	-3,3	1 036,9	5,0	-0,2	71,6	502,7	2,4	5,8	38,4

Source : Urssaf, MSA

Note de lecture : en 2025, on dénombre 227 700 salariés en CDI dans le secteur AZ Agriculture, ce qui représente 53,0 % des salariés du secteur. Leur nombre a progressé de 1,3 % sur une année et de 11,4 % depuis 2019.

Sources et méthodologie

Le champ de cette publication couvre l'ensemble des cotisants du champ concurrentiel (« secteur privé » selon la définition de la DGAFP) affiliés au régime général ou au régime agricole, domiciliés en France hors Mayotte. Il exclut les activités extraterritoriales (UZ) et les salariés des particuliers employeurs.

Les données portant sur les salariés relevant du **régime général** sont produites par la Direction des finances et des statistiques de l'Urssaf Caisse nationale, à partir de la base Sequoia qui centralise depuis janvier 1997 les effectifs et les assiettes salariales issus des obligations déclaratives des employeurs : le Bordereau de cotisations (BRC), et la Déclaration sociale nominative (DSN) qui s'est substituée progressivement au BRC à partir de mars 2015.

Les données d'effectifs salariés relevant du régime général sont issues de la chaîne de production de l'Urssaf mobilisée dans le cadre du dispositif de coproduction Urssaf Caisse nationale-Insee-Dares des estimations trimestrielles d'emploi (ETE, *cf. Stat'Ur n°422*). Dans ce dispositif, l'emploi du secteur privé relevant du régime général repose sur les données produites par l'Urssaf, excepté l'emploi intérimaire qui repose sur les données fournies par la Dares. Il est de même dans cette publication.

Les données sur les salariés relevant du **régime agricole** sont produites par la Direction des statistiques et de la science des donnés de la Caisse centrale de la Mutualité Sociale Agricole (CCMSA), à partir de son système d'information qui s'appuie aussi désormais sur la Déclaration sociale nominative (DSN) pour le suivi de l'emploi et des salaires.

L'effectif moyen annuel est égal à la moyenne des effectifs moyens trimestriels de l'année.

L'effectif moyen trimestriel est une moyenne des effectifs de fin de période. Depuis la publication relative au premier trimestre 2021, il est égal à la moyenne des effectifs moyens mensuels, eux-mêmes calculés comme la demi-somme des effectifs de fin de mois. Il était auparavant calculé à partir des effectifs de fin de trimestre. Ce changement conduit à des différences plus marquées entre les évolutions trimestrielles de l'effectif moyen trimestriel et de l'effectif de fin de trimestre.

L'effectif salarié de fin de période est plus particulièrement suivi dans les publications trimestrielles. Chaque salarié dénombré dans l'effectif hors intérimaires compte pour un, indépendamment de sa durée de travail. Les apprentis sont inclus dans l'effectif salarié. Cet effectif diffère d'autres notions d'emploi faites en ETP ou qui excluent certaines catégories de salariés dont les emplois aidés. Il donne lieu à de nombreuses vérifications par l'Urssaf Caisse nationale et son réseau.

Les effectifs intérimaires, fournis par la Dares dans le cadre de la coproduction des ETE, sont calculés à partir de la moyenne du nombre de contrats en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. Il est corrigé de la multi-activité.

La masse salariale correspond à l'« assiette déplafonnée », qui intègre l'ensemble des rémunérations sur lesquelles repose le calcul des cotisations des assurances sociales, des accidents du travail et des allocations familiales, c'est-à-dire le salaire de base auquel s'ajoutent des compléments légaux, conventionnels ou attribués à l'initiative de l'employeur, sous forme de commissions, de primes, de rémunération des heures supplémentaires, de gratifications et d'avantages en nature. Les indemnités de rupture ne sont incluses dans l'assiette déplafonnée qu'à partir d'un seuil pouvant atteindre deux fois le plafond annuel de la Sécurité sociale. L'assiette déplafonnée inclut notamment les rémunérations des apprentis et les assiettes de salariés bénéficiant d'exonérations. Elle se distingue de l'« assiette CSG », plus large, qui comprend en outre des éléments de rémunération non soumis aux cotisations mais à la CSG et à la CRDS tels que l'intéressement et la participation.

Le salaire moyen par tête (SMPT) est calculé en rapportant la masse salariale annuelle à l'effectif moyen annuel ; il est divisé par douze pour obtenir une grandeur mensuelle. Pour le SMPT des intérimaires, l'effectif moyen annuel est aussi calculé à partir des effectifs produits par l'Acoss (base Séquoia).

Les séries trimestrielles d'effectifs salariés et de la masse salariale au niveau national de l'Urssaf, y compris celles déclinées par NACE 38 et par région ainsi que les séries de masse salariale de la CCMSA sont labellisées par l'Autorité de la statistique publique (Urssaf : avis du 20/02/2026 - JORF du 27/02/2026, CCMSA : avis du 17/10/2024 – JORF du 25/10/2024). Celle-ci reconnaît ainsi la conformité de ces productions aux principes fondamentaux régis par le Code de bonnes pratiques de la statistique européenne que sont, entre autres, la solidité de la méthodologie, l'impartialité, la pertinence et la qualité des données.

Les publications statistiques de l'Urssaf Caisse nationale et de son réseau sont consultables en ligne sur **www.urssaf.org** dans la rubrique Observatoire économique.

Des données, ainsi que des datavisualisations, disponibles sur l'espace « open data » du portail **open.urssaf.fr**.

On retrouvera notamment les données sous-jacentes au présent bilan sur le champ du régime général : les effectifs salariés annuels moyens et la masse salariale annuelle du secteur privé, aux niveaux France entière, régions, départements et zones d'emploi, avec des croisements sectoriels. Des jeux spécifiques au champ de l'économie sociale et solidaire sont en outre disponibles.

La CCMSA met à disposition ses publications et ses jeux de données sur le site **statistiques.msa.fr**.

Un outil de visualisation cartographique des données du régime agricole est outre disponible sur le site **geomsa.msa.fr**.

Urssaf Caisse nationale

ISSN 1636-4201 – Urssaf Caisse nationale – 36, rue de Valmy - 93 108 Montreuil Cedex – Tél. : 01 77 93 65 00 – Directeur de la publication : Damien Ientile - Rédacteur en chef : Benjamin Nefussi – Responsable éditorial : Cyrille Hagneré – Réalisation : Direction des Finances et des Statistiques (DiFiS). La collection Stat'ur est consultable en ligne sur www.urssaf.org dans la rubrique Observatoire économique – Pour toute demande : disep-service.statistique@acoss.fr